Echo d'Iran



Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran ***Septembre 2006 N° 1***

Qui sommes-nous ?

L'actuel régime islamique en Iran est une des dictatures les plus répressives et brutales du monde.
Suite à son accession au pouvoir après la révolution de 1979, le régime théocratique a immédiatement entrepris d'étouffer les justes aspirations démocratiques des peuples iraniens...

Dans la République Islamique d'Iran, il y a aujourd'hui, beaucoup plus de prisonnier politiques, d'arrestations arbitraires et d'exécutions sommaires, une pratique de torture physique et psychologique beaucoup plus étendue, un respect des libertés politiques et des droits de l'Homme beaucoup moins grand et une forme de censure et de répression des libertés artistiques et intellectuelles beaucoup plus flagrante que jamais auparavant.

La classe ouvrière est privée des droits les plus fondamentaux tel que le droit d'association, de négociation collective et de grève...

Les femmes sont confrontées à une oppression sans précédent avec les lois moyenâgeuses et réactionnaires du régime religieux qui les réduisent officiellement au rang de citoyens de seconde zone et leur interdisent de mener une vie humaine normale...

Tous les droits des minorités nationales et religieuses sont supprimés. Le régime mène une politique d'occupation militaire de leurs régions et utilise les méthodes de répression les plus brutales pour écraser leur résistance.

(Lire la suite page 4.)

Grève dans les transports urbains de Téhéran

Le régime iranien mène une guerre sans merci aux travailleurs qui tentent de faire vivre des syndicats indépendants : matraquage des militants et saccage des permanences par les nervis du Conseil islamique du travail (l'organisation appointée par le régime pour soi-disant représenter les travailleurs), mais aussi utilisation de toutes les entraves « légales » par les services de police ou de justice.

En décembre 2005 des agents du « ministère de l'Information » arrêtaient des membres du Comité exécutif du syndicat de la compagnie de bus Vahed, qui assurent le service de Téhéran et sa banlieue, dont le principal dirigeant, Mansour Ossanlou.
Deux jours plus tard, environ 3 000 conducteurs et employés se mettaient en grève pour demander la remise en liberté de leurs camarades, le droit de former un syndicat indépendant et la satisfaction de leurs revendications en matière de salaires, classifications, conditions de travail et de sécurité. D'après les statistiques officielles elles-mêmes, les salaires ont chuté de 49% depuis 1979 (l'an I du régime). Aujourd'hui le salaire moyen des travailleurs de Vahed est si faible que la plupart doivent occuper un ou deux emplois supplémentaires. Comme 80% sont forcés de vivre en-dehors de Téhéran, on peut imaginer ce qu'il en est du respect du Code du travail de la République islamique qui stipule que la journée de travail est limitée à 8 heures. ?



Publié par *: Solidarité avec les Travailleurs en Iran*

Adresse : *S.T.I, 42, Rue Monge, 75005 Paris* **E-mail: *sstiran@yahoo.fr***



(Suite de la Page 1.)**Grève dans les transports…**

Plusieurs dizaines de grévistes étaient immédiatement arrêtés mais, le lendemain, le maire de Téhéran devait accepter de recevoir leurs représentants et promettre de les faire libérer. Ce qui fut fait dans les heures suivantes, y compris pour les membres du Comité exécutif, à l'exception de Ossanlou. Le lendemain, le maire ayant aussi promis de se pencher sur les autres revendications et laissé entendre que la libération de leur leader allait suivre, les grévistes suspendaient leur mouvement.

Mr. Ossanlou (dont la condition physique est précaire et qui a besoin une opération aux yeux... suite à un précédent tabassage par les voyous du Conseil islamique du travail). Pire même, les mesures de rétorsion ont commencé contre les grévistes : salaires non payés, comptes en banque bloqués.

En juillet 2006 La Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) et la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) ont introduit conjointement une plainte formelle à l'OIT (Organisation internationale du travail) contre le gouvernement iranien pour son recours systématique à des tactiques de terreur à l'encontre d'une organisation syndicale nationale affiliée à l'ITF.

Ces organisations syndicales internationales dénoncent la répression continue exercée à l'encontre du Syndicat des travailleurs de la compagnie d'autobus métropolitains de Téhéran (Sherkat-e Vahed). Elles ont souligné que cette répression non seulement constitue une atteinte à toutes les normes de justice et de droits humains mais bafoue, de surcroît, les principes essentiels auxquels la République d'Iran a souscrit lorsqu'elle a adhéré à l'OIT.
Quelques jours à peine après la soumission d'une plainte à l'OIT par le mouvement syndical, Mansoor Ossanlou, le plus illustre des syndicalistes incarcérés en Iran, qui fut gardé au secret durant plus de sept mois dans la tristement célèbre prison d'Evin, à Téhéran, a été remis en liberté.

Grève dans le Kurdistan

Malgré le régime dictatorial qui pèse sur l'Iran la classe ouvrière n'est pas sans réaction

Sept syndicalistes iraniens, incarcérés suite à une attaque des forces de l'ordre iraniennes contre la manifestation du 1er mai 2004, à Saghez, en Kurdistan d'Iran.

Les arrestations des travailleurs, au cours des manifestations du 1er mai, à Saghez, créait une situation potentiellement très dangereuse. Normalement, dans cette région, des militants arrêtés de cette manière auraient été torturés et rapidement exécutés. Cette fois-ci, les autorités ont hésité, en raison de l'ampleur des manifestations, ce qui témoigne de la combativité croissante des travailleurs iraniens. Les prisonniers ont courageusement défié les autorités et chanté l'internationale, tandis que les jeunes et les travailleurs qui manifestaient contre les arrestations criaient leur colère dans la rue.

Finalement, certains travailleurs ont été libérés, mais sept autres, à savoir Mahmood Salehi, Jalal Hosseini, Mohsen Hakimi, Borhan Divangar, Esmaeil Khodkam, Hadi Abdi et Mohammad Abdia, ont été retenus.

La campagne internationale menée, à laquelle *La **S**olidarité des **T**ravailleurs **I**raniens* a activement participé, a contribué à la libération de ces camarades. Le fait que leurs noms étaient connus et avaient fait l'objet d'une pétition signée par un nombre important de militants et responsables du mouvement communiste, syndical et associatif a indiscutablement pesé dans la balance. Les sept syndicalistes ont été libérés au bout de deux semaines. Mais ils restent inculpés et peuvent être emprisonnés à tout instant.

Depuis l'un d'entre eux ; M.Divargar a réussi à quitter l'Iran et à se réfugier en Europe, mais le reste des inculpés sont constamment harcelés et ne savent pas à quel moment l'on va les « juger ». Cette tactique de services de sécurité du régime islamique est utilisée systématiquement dans le but de paralyser les activités des militants en les gardant « sous inculpation » mais sans une date de « jugement ».

Vive La solidarité internationale!

(Suite de la Page 4.) **La Charte de…**

tendance qui ne distinguent pas les combats pour la démocratie de ceux du socialisme. Lutter pour la liberté d'expression sans limite, pour la liberté de l'opinion, pour la liberté de l'association, pour l'abolition de tous sortes de discriminations envers les femmes, pour la défense de droit des peuples d'Iran à l'auto détermination etc.… sont parmi nos devoirs.

5- Nous, qui faisons partie du mouvement anti-capitaliste mondial, avons la ferme conviction que le dialogue et collaboration active peuvent et doivent se développer dans le cadre de ce vaste rassemblement qui comprend toutes les tendances socialistes existantes en prenant compte les formes actuelles des luttes anti-capitalistes. C'est ainsi que a travers de monde on peut rassembler les plus large éventail des défenseurs de mouvement ouvrier d'Iran et de fonder un véritable élan de soutien pour la lutte et les protestations des ouvriers et des autres couches laborieuses d'Iran.

Iran Khodro : La lutte Continue

En Iran une série d'actions de protestation organisées par les travailleurs, notamment dans le secteur des transports, ont été lourdement sanctionnées par la police et des actes de torture et de violence contre des grévistes ont été rapportés. Les tentatives pour former un syndicat menées par les travailleurs de l'usine automobile Iran Khodro, à Téhéran, qui produit des voitures pour Renault, ont été mises en échec par les autorités et un grand nombre de travailleurs ont été licenciés pour avoir protesté contre le non-paiement des salaires. Un travailleur a été emmené par le personnel de sécurité de l'entreprise et durement tabassé ; il est réapparu plusieurs semaines plus tard à la prison de sinistre réputation d'Evin à Téhéran.

Soutien de la CGT



Espace Europe / International
263 rue de Paris
93516 MONTREUIL Cdx, France
europinter@cgt.fr

Mr Mahmoud AHMADINEJAD

Président de la République islamique d'Iran
The Presidency
Palestine Avenue – Azerbaijan Intersection
TEHRAN

Montreuil, le 07 décembre 2005

Monsieur le Président,

La Confédération générale du travail, première organisation syndicale de France a toujours œuvré pour que les libertés et l'indépendance syndicales soient respectées non seulement en France mais également, par solidarité, dans tous les autres pays.

Pour cela nous avons soutenu et collaboré au travail de l'OIT pour que des recommandations et des normes soient élaborées et appliquées sur l'ensemble de la planète.

Malheureusement, nous constatons que l'Iran, bien que membre de l'OIT :

- **Entrave le développement de toutes activités syndicales indépendantes.**
- **Réprime les travailleurs qui souhaitent s'organiser afin de défendre leurs intérêts.**
- **Condamne les militants qui courageusement bravent ces interdits. Nous pensons notamment aux condamnations, pour manifestation lors du premier mai 2004, dont sont victimes Mahmoud Salehi, Jalal Hosseini et leurs compagnons.**

Rien, même en Iran, ne peut justifier un tel mépris pour les droits de l'homme et le droit international.

Tout État désireux de se voir accepté et reconnu comme une république par la communauté internationale se doit au minimum de respecter les principes suivants :

Liberté syndicale, reconnaissance des syndicats dont se dotent les travailleurs, et enfin l'arrêt de la répression et des condamnations des militants.

Nos adhérents ainsi que la population française sont régulièrement informés de la situation déplorable, en termes de liberté mais également dans le domaine économique et social, qui est faite aux travailleurs iraniens.

Nous tenons également à ce que vous sachiez que nous les assurons de notre entière solidarité.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.

Jean François COURBE / Espace Europe / International

(Suite de la 1ère Page) **Qui sommes- nous?**

Néanmoins, l'opposition populaire aux atrocités par le régime islamique grandit. Les ouvriers, les femmes, les étudiants, les intellectuels, les minorités nationales et toutes les couches de la population opprimée ont résisté contre ces attaques et ont continué à lutter pour leurs revendications malgré la riposte extrêmement dure et violente de l'Etat.

Pour l'actuel régime, le seul moyen de maintenir sa mainmise sur le pouvoir réside dans sa capacité d'imposer les formes de répression politique les plus brutales à l'immense majorité de la population.
Voilà pourquoi il est nécessaire de lancer une campagne contre la répression en Iran et pour la défense des intérêts des travailleurs en Iran. Cette campagne se fait sur une base large et se donne comme but d'organiser des actions de solidarité avec tous ceux qui luttent contre le régime répressif islamique et de porter à l'attention de l'opinion publique la situation terriblement dramatique du peuple iranien et l'actualité du mouvement ouvrier en Iran

Un telle campagne sera d'autant plus efficace qu'elle sera capable de représenter un large éventail de l'opposition iranienne et qu'elle s'évertuera à défendre toutes les revendications justes et progressistes de tous ceux qui luttent contre la répression en Iran, et qu'elle ne se limitera pas à un certain nombre de points choisis à l'avance.
Toutefois, la clé du succès de cette campagne ne réside que dans votre soutien moral et matériel à La **S**olidarité avec les **T**ravailleurs en **I**ran (**S.T.I**.).

Vous pouvez contribuer à cette campagne en y adhérant et en soutenant ses buts et ses activités. Si vous êtes membres d'une organisation (telle qu'un syndicat, un parti, un association, etc.), vous pouvez essayer de la faire adhérer également à cette campagne.

La Charte de
Solidarité avec les Travailleurs en Iran

1- La plupart des différents courants d'opposition à la république islamique d'Iran, qui expriment leurs oppositions sous différentes angles, mettent l'accent sur son caractère dictatorial sans se pencher suffisamment sur sa nature capitaliste, tandis que ces deux caractères sont indissociables.
2- Le régime capitaliste de la république islamique, qui exécute les programmes du néo libéralisme internationale, a entamé une attaque tout azimuts contre les travailleurs iraniens sous des prétextes tels que « la réorganisation de l'économie », ou « l'augmentation du rendement du travail », etc. Intensification de l'exploitation de la force du travail, diminution du salaire, fermeture de pans entiers des unités de production sont les conséquences directes de ces politiques. Cette politique a provoquée les protestations des ouvriers, des infirmières, des employés, des enseignants, etc. Depuis plusieurs années, ces protestations et luttes pour la défense de leurs salaires et leur niveau de vie se développent sans arrêts. Au cours de ces protestations, les ouvriers et des travailleurs d'autres couches laborieuses expriment de plus en plus clairement leurs revendications économiques et leurs droits à créer des organisations autonomes.
3- Malgré ces vérités, les problèmes des travailleurs en Iran ne trouvent pas suffisamment d'écho en dehors de l'Iran. Exprimer leurs problématiques; soutenir leurs luttes; surtout sensibiliser l'opinion publique, les organisations et syndicats des travailleurs et les institutions internationales des travailleurs sur ces luttes; et chercher des soutiens pour leurs luttes, tels est le devoir incontournable de tous les socialistes et les militants des causes ouvrières.
4- Afin de bien accomplir ces tâches, Nous devons rassembler tous les défenseurs du mouvement ouvrier et les socialistes de toute

(Lire la suite page 3.)



☐ Je désire être informé-e des initiatives du ***S**olidarité avec les **T**ravailleurs en **I**ran* **STI**

☐ Je décide d'être affilié-e du STI

Prénom et nom(organisation)________________________________

Adresse____

Téléphone, courrier électronique______________________________

renvoyer à: *Solidarité avec les Travailleurs en Iran*

Adresse : S.T.I, 42, Rue Monge, 75005 Paris **E-mail:** sstiran@yahoo.fr